

Éditorial.

De l'utilité de la géographie

Béatrice Giblin

Les multiples aléas météorologiques dont l'intensité s'accroît sont les signes tangibles du dérèglement climatique qui, bien qu'annoncé par les climatologues depuis plus de trente ans, ne suscite pas encore dans la plupart des pays les mesures nécessaires à son ralentissement.

Dans les pays dits du « Sud global » qui regroupe, à l'exception des pays occidentaux, tous les pays du monde, Chine et Russie comprises, la raison avancée pour ne pas agir est de dire que c'est aux pays riches développés depuis longtemps d'assumer les conséquences du dérèglement climatique puisqu'ils en sont les responsables, ayant eu depuis la révolution industrielle un mode de développement ignorant de ses conséquences néfastes tant dans l'exploitation irréfléchie des ressources naturelles que dans la production massive de gaz à effet de serre.

Ces pays, souvent autrefois colonisés, estiment que leur développement économique actuel, parfois supérieur à celui des pays développés, n'est que la réparation d'une injustice historique. La lutte contre le dérèglement climatique dans le Sud global doit donc être financée par les pays riches. Injustice reconnue puisqu'ils ont en effet obtenu en 2009, après bien des difficultés, la création d'un fonds abondé par les pays développés qui devait atteindre les 100 milliards de dollars (86 millions d'euros) par an en 2020, promesse qui n'a été finalement tenue qu'en 2023. En revanche, pour les pays riches, le dérèglement climatique est un problème mondial qui concerne tous les pays, et ils estiment que leur responsabilité est relative puisqu'aux XIX^e et XX^e siècles les conséquences écologiques du développement industriel étaient inconnues. Cependant, dans ces pays riches, quand ils sont démocratiques, les responsables politiques et économiques subissent plus ou moins la pression d'une partie de leurs opinions publiques pour adapter leurs politiques à la nécessaire transition écologique, emmenées

dans leurs revendications par les militants écologistes les plus actifs et aussi les médias qui entretiennent les discours sur l'accélération de l'inéluctable catastrophe climatique à venir.

Mais au Sud comme au Nord les résistances à ces changements sont fortes car, à court terme, les enjeux politiques et surtout économiques sont colossaux. Cependant, face aux conséquences visibles et récurrentes du dérèglement climatiques, les prises de conscience s'accroissent comme le montre un début de concertation commune à l'échelle de la planète avec les Conférences des parties (COP), moments de diplomatie et de coopération internationale, souvent critiquées pour leur lenteur ou encore la présence croissante de lobbyistes, notamment ceux des énergies fossiles (voir l'article de Gaïa Febvre).

Toutefois, sans nier le moins du monde le dérèglement climatique, les articles de ce numéro d'*Hérodote* montrent que les aléas météorologiques provoqués par le dérèglement climatique sont fortement aggravés par les modes d'exploitation mis en œuvre tant dans les pays riches occidentaux que dans les pays du Sud global. Il est donc important de rappeler que leur gravité résulte plus des choix faits par les responsables politiques et économiques que du seul dérèglement climatique. C'est ce que s'attachent à démontrer les auteurs géographes de ce numéro, très bons connaisseurs des terrains des cas présentés et de leur complexité, ce qui leur évite les généralisations simplistes de certains « experts » du climat, reprises sans distance critique par la sphère médiatique.

Autre mise en garde qui peut surprendre : ne pas accepter sans regard critique les discours apocalyptiques des militants et autres experts écologiques sur les conséquences du dérèglement climatique. Ceci ne signifie pas qu'*Hérodote* se range dans le camp des climatosceptiques, en aucune façon, en revanche, il est utile et raisonnable de s'intéresser aux relations entre nature et société et de comprendre d'où vient la pensée écologiste. C'est pourquoi nous avons interrogé le géographe Philippe Pelletier, préoccupé depuis longtemps par les relations entre nature et société et qui, devant le déclassement de la géographie au profit de l'écologie, a cherché à comprendre les raisons de cette évolution et, pour ce faire, est retourné aux origines de l'écologie. Les intellectuels germaniques ont joué un rôle central dans cette évolution privilégiant le rôle de la nature dans l'organisation des sociétés. Plusieurs facteurs l'expliquent dont l'héritage du protestantisme posant un rapport direct entre l'individu croyant et la « nature », création de Dieu. Cette conception de la religion qui réorganise aussi le politique n'a pas connu le même succès en France du fait du républicanisme et de la laïcité. Mais les géographes français qui ont proposé une autre approche de l'interface nature/société n'ont pas réussi à l'imposer. Selon Philippe Pelletier, la création du GIEC (1988) se situe en droite ligne de deux moments-clés de la gouvernance environnementale planétaire : le *Rapport Meadows* (1972), avec

son commanditaire, l'oligarchique, scientifique et politico-diplomatique Club de Rome (1968), qui aborde la question climatique, mais brièvement et de façon erronée ; et le *Rapport Brundtland* (1987) sur le « développement durable », piloté par des politiques.

De la responsabilité des politiques dans l'aggravation des conséquences du dérèglement climatique

Climat et géopolitique en Asie du Sud

En Asie du Sud, les inondations massives, et en particulier dans les deltas très densément peuplés, qui contraignent au déplacement de centaines de milliers de personnes voire de millions, comme au Bangladesh en 2024, sont dues pour partie au dérèglement climatique, mais en partie seulement comme le montre l'article de Sylvie Fanchette. En effet, à ces aléas il faut ajouter les aménagements hydrauliques, urbains et industriels qui artificialisent les sols et favorisent les inondations. Ces pays se retrouvent devant le dilemme suivant : « Maintenir un développement économique énergivore et consommateur d'eau et de terres à bâtir au risque de détruire les "bols de riz" sur lesquels ils sont installés, à savoir les grands deltas ? » Une telle situation ne peut qu'accroître les risques géopolitiques entre les pays et les régions en amont et en aval.

En Inde, le dérèglement climatique est tout aussi manifeste que dans l'ensemble des pays de l'Asie du Sud : canicules, inondations, sécheresses. Et ici comme ailleurs les conséquences de ce dérèglement sont aggravées par l'action politique tant au niveau de l'État, par la politique centralisatrice du gouvernement Narendra Modi au pouvoir depuis 2014, qu'au niveau régional par la lancinante question du partage des eaux entre l'Inde et ses voisins (voir l'article de Jean-Luc Racine).

C'est aussi dans ce contexte de fragilité écologique et politique qu'il faut analyser la politique d'investissement et d'aide au développement du gouvernement chinois dans les pays voisins comme le Viêt Nam et le Cambodge. Investissements et aides qui s'avèrent aggraver la vulnérabilité des territoires, en particulier dans le domaine de l'extraction minière (voir l'article de Yves Duchère et Mai Hue Nguyen). Cette politique « humanitaire » chinoise, qui ne se limite pas aux pays géographiquement proches, a clairement pour objectif d'étendre la zone d'influence chinoise, ce que Cédric Merle Hamon appelle la « diplomatie du canot de sauvetage ». Mais, au-delà de l'opportunité d'intervention à l'extérieur qu'offrent les catastrophes naturelles, le gouvernement chinois est très préoccupé par les conséquences politiques que celles-ci pourraient avoir sur sa propre stabilité

politique. « Outre les dommages infligés aux personnes, infrastructures, récoltes et à l'économie, ces aléas ressuscitent la panique alimentaire et engendrent des désordres sociaux, annonciateurs d'un renversement possible de dynastie dans l'imaginaire des dirigeants communistes chinois. Les allégations de corruption et l'imputation arbitraire de responsabilités dans la mauvaise gestion des aléas climatiques offrent des motifs illimités de purge des opposants. » Au nom de la prévention contre les catastrophes naturelles, dont la gravité résulte aussi du mode d'exploitation économique intensif chinois, le contrôle politique s'intensifie.

Si les images des catastrophes naturelles désormais récurrentes qui surviennent en Asie suscitent la compassion dans les pays développés, celles des incendies de la forêt amazonienne brésilienne suscitent l'inquiétude puisqu'ils détruisent, selon l'expression consacrée, « le poumon vert » de la planète. Son défrichement intensif autorisé durant le mandat de Bolsonaro, ralenti depuis le retour de Lula à la présidence, et les grands incendies qui l'ont affectée en 2023 ont contribué à accélérer la prise de conscience, bien au-delà du seul Brésil, des risques qu'encouraient les écosystèmes naturels de cet immense territoire, 8,5 millions de km² (voir l'article de Hervé Théry).

De même, les impressionnants feux de forêt de l'Ouest canadien qui contraignent au déplacement de plusieurs milliers de personnes sont vus comme la preuve évidente du réchauffement climatique. Mais l'article de Clara Aubonnet montre que ce contexte climatique incontestable ne fait qu'aggraver les politiques de gestion des feux de forêt qui datent de l'époque coloniale et qui sont désormais fortement remises en question par une majorité de la population.

*Lutter contre une vision unique
et globalisante du dérèglement climatique*

Roland Pourtier, géographe travaillant sur l'Afrique subsaharienne depuis une quarantaine d'années, ne nie pas les catastrophes naturelles attribuées au changement climatique : sécheresses, inondations, appauvrissement de la biodiversité. Mais ce qu'il critique ce sont les discours des associations écologiques, des ONG, des médias et des responsables politiques africains qui n'avancent que cette seule cause pour les expliquer. Pour ces derniers, cela leur permet de dénoncer une « injustice climatique », de réclamer des compensations financières aux pays riches et ainsi, et surtout, de s'exonérer de leurs propres responsabilités. L'article de Roland Pourtier remet en question cette vision en montrant, à l'aide de quelques exemples, que les crises qui affectent l'Afrique aujourd'hui, notamment les conflits au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, sont moins la conséquence d'accidents

climatiques que de la pauvreté, d'une croissance démographique incontrôlée et explosive, et des carences d'États fragiles.

Et quand la croissance démographique est prise en compte – jamais avec des analyses localement précises mais dans un discours général –, c'est pour annoncer des migrations massives qui ne pourront que déferler sur les pays européens, chiffres le plus souvent catastrophistes et fantaisistes avancés par des « experts » et repris sans prudence par les médias.

Or, si la forte croissance démographique a incontestablement des conséquences sur les équilibres économiques et sociaux locaux, elle ne se traduit pas inéluctablement par des migrations massives. À partir de l'exemple du lac Fitri au centre du Tchad, Christine Raimond et ses coauteurs posent avec raison la question suivante : « Peut-on faire un lien direct entre le dérèglement climatique, les zones humides sahéniennes et les décisions que les riverains, permanents ou temporaires, prennent pour partir en migration ? » La prise en compte de temps longs et leur connaissance du milieu leur permettent de nuancer la réponse à cette question. Ils rappellent que « dans le contexte sahénienn où la mobilité et les déplacements plus ou moins longs en durée et en distance sont intégrés depuis très longtemps dans les systèmes de subsistance et les causes de départ multifactorielles, le dérèglement climatique aggrave les conflits latents entre agriculteurs et éleveurs » qui ne sont plus résolus par la concertation et l'intervention des autorités locales incapables d'empêcher l'affrontement direct et armé.

« Étudier les dynamiques à partir d'une zone humide sahénienn rappelle qu'il ne faut pas garder une vision unique et globalisante du changement climatique et qu'il peut aussi avoir des conséquences locales positives, comme cette extension spectaculaire de la ressource en eau. »

*Autre affirmation médiatique sans véritable fondement :
les guerres de l'eau*

Parmi les dérèglements climatiques c'est souvent à la sécheresse que l'on pense en premier alors que les inondations font pourtant chaque année plus de morts et de déplacés. Mais les images de sols argileux craquelés par la sécheresse avec en plus un enfant famélique prennent le dessus. L'eau étant à juste titre considérée comme indispensable à la vie, la sécheresse est perçue comme une véritable calamité naturelle et, en milieu semi-aride, comme la source de conflits entre usagers et/ou entre États et riverains. Les guerres de l'eau ne sont-elles pas régulièrement annoncées depuis des années entre la Turquie et la Syrie, entre Israël et la Palestine bien qu'elles ne se soient jamais produites ?

Dans ce numéro, Anastasia Protassov démontre que la vallée du Ferghana, au cœur de l'Asie centrale, n'est pas menacée par les guerres de l'eau, autrement dit par des conflits armés entre acteurs locaux situés de part et d'autre d'une frontière. En effet, une analyse locale bien documentée sur le terrain montre la multitude de nuances et d'équilibres illustrant les mécanismes de coopération dans la vallée du Ferghana qui remettent en cause les thèses alarmistes des « guerres de l'eau.

Numérique et dérèglement climatique

La consommation énergétique des outils du numérique est très largement sous-estimée par l'opinion publique. Consulter 100 fois par jour son smartphone ne donne nullement l'impression de contrevenir à un comportement écologique. Or, comme le montre l'article de Stéphane Grumbach et ses coauteurs, les besoins énergétiques du numérique croissent à l'inverse de nombreux secteurs qui ont entamé un mouvement de baisse. Cependant, cette forte croissance devrait se poursuivre. La dégradation environnementale a en effet deux conséquences majeures : la brusque montée, d'une part, de la complexité que les sociétés humaines doivent traiter et, d'autre part, du risque de confrontation. Le développement du cyberspace est une réponse au premier défi. Mais il provoque, par l'interconnexion de tous les acteurs, une militarisation de la société dans son ensemble. La folle croissance du numérique répond donc aux besoins accrus de sécurité tout comme, d'ailleurs, le développement des énergies renouvelables qui réduisent des dépendances de plus en plus fragiles.

L'article de Frédéric Douzet et Nowmay Opalinski démontre la forte interaction entre des risques d'ordre différent (numérique, électrique, climatique, géopolitique). Il montre dans un premier temps dans quelle mesure chaque domaine identifié est à fois une source de risque et une vulnérabilité pour chacun des autres domaines. Les rivalités de pouvoir géopolitiques sont au cœur de cet écosystème des risques comme l'illustre l'exemple du Pakistan. À l'été 2022, le Pakistan a souffert de la mousson la plus violente de son histoire, ayant causé de fortes dégradations de la connectivité Internet à travers le pays. Cette catastrophe naturelle a exacerbé les vulnérabilités de l'infrastructure électrique et numérique, révélant la menace systémique que fait peser l'interaction de ces risques. La fragmentation du territoire pakistanais et le contexte géopolitique régional empêchent la quête de résilience.